

Macron-Le Pen ou le retour fracassant de la lutte des classes



- Crédits photo : ERIC FEFERBERG/JOEL SAGET/AFP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique>) | Par Mathieu Slama (#figp-author)

Publié le 24/04/2017 à 10h50

FIGAROVOX/ANALYSE- Mathieu Slama voit dans le résultat du premier tour du scrutin présidentiel la preuve que la politique ne peut pas exister en dehors de la lutte des classes.

*Consultant et analyste politique, Mathieu Slama collabore à plusieurs médias, notamment Le Figaro et Le Huffington Post, où il intervient particulièrement sur les questions de politique internationale. Il est l'auteur de **La guerre des mondes, réflexions sur la croisade de Poutine contre l'Occident** (<http://livre.fnac.com/a9354689/Mathieu-Slama-La-guerre-des-mondes>), (éd. de Fallois, 2016).*

On croyait le concept de lutte des classes dépassé. Les intellectuels de gauche Chantal Mouffe et Jean-Claude Michéa, pourtant nourris à la pensée marxienne, déclaraient récemment qu'il devait être repensé. Aucun candidat de gauche, à l'exception de Nathalie Arthaud, n'ont évoqué le concept lors de la campagne.

Or il n'en est rien. La lutte des classes ressurgit politiquement à la faveur d'un duel de second tour qui va opposer le libéral Emmanuel Macron à la souverainiste Marine Le Pen.

L'électorat de Macron réunit la France qui va bien, la France optimiste, la France qui gagne bien sa vie, la France qui n'a besoin ni de frontières ni de patrie, ces vieilles lunes de l'ancien monde: cette France «ouverte», généreuse parce qu'elle en a les moyens. La France de Marine Le Pen est la France qui souffre, celle qui s'inquiète. Elle s'inquiète de son avenir, de ses fins de mois, elle souffre de voir les patrons gagner autant d'argent, elle gronde face à l'incroyable arrogance de cette bourgeoisie qui lui donne des leçons d'humanisme et de progressisme du haut de ses 5000 euros par mois.

La France d'en haut s'apprête à confisquer aux classes populaires l'élection présidentielle.

La France de Le Pen perdra sans doute face au «front républicain» qui se prépare. Quoiqu'on pense de la candidate du Front national, il y a là une forme d'injustice qui interroge: la France d'en haut s'apprête à confisquer aux classes populaires l'élection présidentielle, la seule élection qui engage véritablement leur destin.

Il suffisait de constater, hier soir, la différence entre les militants de Macron - des consultants branchés, des étudiants en écoles de commerce, sûrs de leur supériorité de classe -, et les soutiens de Le Pen, des gens simples, timides, ne maîtrisant pas les codes sociaux et médiatiques. Quel contraste, également, entre l'ambiance vulgaire de boîte de nuit chez Macron et le bal improvisé chez Le Pen.

Derrière cette lutte des classes se cache un affrontement entre deux visions du monde. La vision libérale et universaliste, qui ne croit ni en l'État, ni en la nation ; et la vision que l'on nomme aujourd'hui populiste ou encore souverainiste, qui veut restaurer l'État, les frontières et le sens de la communauté face aux ravages de la mondialisation. C'est le grand combat qui, au final, n'aura jamais cessé depuis 1789.

Malgré son talent indéniable, l'ancien banquier Emmanuel Macron ne révolutionne rien. Karl Marx le décrivait déjà dans le Manifeste du Parti communiste: la bourgeoisie, écrivait-il, a brisé sans pitié les liens complexes entre les hommes «pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du paiement au comptant» ; «elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange» ; elle a «dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages.». Elle a donné «un caractère cosmopolite à la production et à la consommation» et a «soumis la campagne à la ville». Avec son concept d'homme-entreprise, Macron poursuit la logique implacable

du capitalisme qui réifie l'Homme et relègue la politique à un simple instrument de soutien aux intérêts privés. La manière dont il a utilisé tous les codes de l'entreprise et du management durant sa campagne présidentielle n'est pas anodine et mériterait une analyse approfondie.

L'erreur de Mélenchon est d'avoir cru qu'il était possible de jouer sur tous les tableaux. Il a eu, incontestablement, une intuition géniale en s'adressant non plus à la gauche mais au peuple dans son ensemble, celui qui est victime de la mondialisation sauvage. Mais il a échoué parce qu'il a refusé d'aller jusqu'au bout de cette logique et d'embrasser la cause populiste et souverainiste. Il a aussi échoué parce qu'on ne peut pas défendre le peuple avec un régime parlementaire, régime de tous les compromis qui profitent toujours aux lobbies et aux intérêts privés. La justice sociale n'est possible qu'avec un État fort et un président qui décide souverainement, exerçant le mandat que lui a confié le peuple.

L'erreur de la droite dans cette campagne a été symétrique de celle du Parti socialiste: celle de croire que la politique pouvait s'extraire des enjeux de classe. La recomposition politique dont on parle tant se fera en partie autour de cet enjeu parce qu'il sous-tend tous les autres: le rapport à la mondialisation, à l'État et à la nation. Et peut-être assistera-t-on, dans un avenir lointain, à une réunion de la France de Le Pen et celle de Mélenchon contre la France des libéraux.



Mathieu Slama

